



Mardi 10 janvier 2023

Faire battre en retraite Borne, Macron et le Medef !

Borne a mis ce mardi les dernières paroles sur la chanson gouvernementale et patronale qu'on connaît déjà par cœur depuis des mois concernant l'avenir de nos retraites. L'âge légal de la retraite serait repoussé à 64 ans et l'allongement de la durée de la cotisation à 43 ans arriverait dès 2027. Bref, une alternative : crever au boulot ou dans la misère. Il ne reste plus qu'un seul faux suspens : le gouvernement aura-t-il besoin du recours au 49.3 ?

49.3 ou pas : c'est NON !

Non, les caisses de retraite ne sont pas déficitaires. Elles étaient excédentaires de 2,6 milliards d'euros en 2021 et de 3,7 milliards d'euros en 2022. Non, rien n'assure qu'elles le seront en 2032, car nos luttes collectives pourraient faire inverser la tendance de la politique de l'État qui réalise tellement d'économies sur l'ensemble des salaires des fonctionnaires territoriaux et hospitaliers qu'il creuse le déficit des caisses. Et non, même un déficit annoncé pour 2032 de 17 milliards, ne serait pas « abyssal » car il ne représenterait que 5 % d'un budget global de 330 milliards pour les caisses de retraite. En augmentant de 5 % les salaires, ce serait automatiquement comblé !

Pourquoi tant de mensonges et d'acharnement depuis des décennies ?

Augmenter l'âge légal du départ à la retraite, c'est accroître le « chômage des seniors », qui auront de moins en moins de droits, seront pauvres et toucheront une retraite amoindrie, si les difficultés de leur vie ne les ont pas tués avant. Augmenter le nombre d'annuités nécessaires pour une retraite à taux plein, c'est baisser la pension de ceux qui partent quand même à l'âge légal. Cela vise à diminuer les dépenses des caisses de retraite, tout en permettant aux fonds de pension privés de drainer l'épargne de ceux qui ont des salaires suffisants pour mettre de côté. C'est une façon de diminuer la part de la classe ouvrière dans le revenu national, augmentant mécaniquement d'autant celle de la bourgeoisie. Alors quand c'est Ciotti, le chef de LR, qui annonce vouloir contribuer à « atténuer la brutalité de la réforme », il y a de quoi s'inquiéter !

L'inquiétude peut changer de camp !

La « réforme » devait être annoncée mi-décembre, déjà bien plus tard que prévu : les grèves dans les raffineries en septembre ont perturbé le calendrier gouvernemental. Puis nouveau report à ce mardi, pour une présentation du projet de loi au Conseil des ministres le 23 janvier, afin que Borne puisse avoir le soutien de la droite et éviter le 49.3... peut-être ! Autant de reports sont surtout symptomatiques de la fébrilité du gouvernement qui sait que non seulement son projet de loi est très impopulaire, mais qu'il n'est soutenu à l'heure actuelle par aucune organisation syndicale... et que le mécontentement social contre la vie chère et les salaires de misère est déjà tellement grand que tout pourrait s'embraser. D'après un sondage Ifop daté du 4 janvier, 52 % des personnes interrogées souhaitent que la



France connaisse dans les prochains mois une explosion sociale !

Alors soufflons sur la braise partout, sur nos lieux de travail et d'études, discutons de la nécessité d'un mouvement d'ensemble, d'un plan de bataille pour gagner, sans qu'aucune de nos forces ne soit dispersée par les logiques boutiquières des directions syndicales. **Participons à toutes les initiatives de mobilisation qui auront lieu, notamment la grève interprofessionnelle du 19 janvier à l'appel de tous les syndicats et la manifestation du 21 janvier à Paris appelée par les organisations de jeunesse.** Regroupons-nous en assemblées générales, rejoignons celles et ceux qui sont en grève pour de meilleurs salaires ou des embauches. Salaires, retraites, conditions de travail, il faut que ça pète, ça ne peut plus durer !



Grève illimitée en réa néonatal à Delafontaine...

Un an après la grève de novembre 2021, toute l'équipe paramédicale du service s'est remise en grève le 29 décembre, et entend bien la maintenir le plus longtemps possible pour obtenir de réelles avancées. En quatre ans, le personnel paramédical est passé de 56 à 39. Surcharge de travail, épuisement, mise en danger des nouveau-nés, report de soins... et la peur de conséquences mortelles. Elles gèrent 3 à 4 bébés chacune, au lieu des 2 fixés par décret. **Retrouvez notre article complet sur la grève en flashant le QR code ou à l'adresse <https://nouveau-parti-anticapitaliste.fr/hopital-delafontaine-saint-denis-la-reanimation-neonatale-en-greve/>**

L'objectif maintenant : s'adresser aux autres services pour faire front commun... et qui sait, au-delà !

... et en réa pédiatrique au CHU de Bordeaux

À Bordeaux aussi l'équipe de réa pédiatrique se mobilise depuis le 26 décembre pour avoir les moyens de soigner et pour des embauches. Elle dénonce les rappels sur les repos, l'augmentation de l'alternance jour/nuit à hauteur de 50/50 sans compensation, la non-reconnaissance des temps de transmission comme temps de travail...

Le 19 janvier tous en grève et dans la rue !

Suite aux déclarations du gouvernement sur la réforme des retraites, une journée de mobilisation est actée pour le 19 janvier. Il est impératif de faire battre en retraite ce gouvernement et sa réforme qui cherche à nous faire travailler plus longtemps avec son départ à 64 ans et l'allongement de la durée de la cotisation à 43 ans. Pour les faire reculer, il n'y a qu'un seul moyen : la lutte !

Un ministre de la Santé... catastrophique

Le pôle des urgences du CHR de Metz-Thionville était dirigé par François Braun jusqu'à ce qu'il devienne ministre. Aujourd'hui, les urgences de l'hôpital de Thionville sont paralysées : 55 infirmiers et aides-soignants sont en arrêt maladie sur 59 ! Les patients sont redirigés sur Metz où des tentes ont été montées pour les accueillir. Fort de ce résultat, Braun continue au ministère de mettre en œuvre la politique qui a asphyxié son ancien hôpital.

Les infirmières en première ligne du plus grand mouvement social que connaît le Royaume-Uni depuis les années 1970

Les revendications sont simples : des augmentations de salaire face à une inflation record. En première ligne, le secteur de la santé et notamment les infirmières, suivies par les cheminots, les pompiers, les opérateurs de télécoms, les agents de circulation, agents de nettoyage, conducteurs de bus, et bien d'autres encore !

La réponse du gouvernement de Rishi Sunak ? Menacer de s'attaquer au droit de grève, avec une nouvelle loi de « service minimum ». Mais les grévistes sont soutenus par la population et ces tentatives d'intimidations sont révélatrices

de l'incapacité du gouvernement à faire face à la situation. L'extension du mouvement et la détermination des grévistes fera plier gouvernement et patronat !

Dix syndicats et collectifs (CIU, CIH, etc.) appellent à « une mobilisation de grande ampleur au mois de mars »

Ces organisations réclament l'arrêt des fermetures de services, d'établissements, la réouverture de lits, le recrutement « immédiat de dizaines de milliers de professionnels supplémentaires », ainsi que des « mesures salariales et statutaires »... Mais pourquoi attendre mars ? ! C'est dès maintenant qu'il faut construire une mobilisation d'ampleur, d'ailleurs bien des collègues dans bien des hôpitaux sont déjà en grève, comme ici à Saint-Denis ! C'est dès maintenant qu'il faut prendre contact et discuter de nos revendications immédiates.

Annonces de Macron sur l'hôpital : halte au massacre !

Le 6 janvier, Macron s'est rendu à l'hôpital de Corbeil pour annoncer en grandes pompes son « plan de rénovation de l'hôpital ». Il a été accueilli par quelques soignantes triées sur le volet... et par un comité d'accueil d'une centaine de syndicalistes et militants, relégués par la police à des centaines de mètres.

Un seul mantra : « C'est pas une question de moyens »

Macron a continué de marteler que « c'est pas une question d'argent, mais d'organisation ». Si on avait une embauche à chaque fois qu'il la sortait celle-là, on éradiquerait le sous-effectif ! Évidemment que c'est d'abord une question d'argent : qu'ils embauchent des centaines de milliers de personnel, qu'ils augmentent les salaires, l'accès à la formation, qu'ils titularisent nos collègues contractuels, et après on discutera organisation !

Non, 50 milliards d'euros en trois ans, en pleine épidémie, c'est pas un « investissement massif » !

Le budget de l'armée, c'est ça tous les ans ! L'évasion fiscale, c'est ça aussi tous les ans ! Et les entreprises du CAC 40 viennent de distribuer presque le double à leurs actionnaires en 2022 : 80 milliards d'euros. Et il n'y aurait pas les moyens d'augmenter nos salaires ? Même Macron reconnaît que ce n'est qu'un rattrapage, puisque nos salaires étaient gelés pendant dix ans... mais un rattrapage plus qu'insuffisant !

Paroles, paroles...

Macron était tout content de dire qu'ils avaient « commencé à augmenter les places ouvertes pour les infirmiers ». Bel aveu qu'ils n'ont rien fait jusque-là pour augmenter les places en formation des métiers de la santé ! En pleine pandémie, ils n'avaient augmenté les capacités des Ifsi que de 3 % ! Et la formation professionnelle ? Souvent, c'est seulement 50 % de ceux qui réussissent le concours qui peuvent partir ! Et les titularisations au lieu de poireauter des années en stage ou en CDD ?

Attention attaques à venir

Macron a annoncé vouloir s'en prendre aux 35 heures parce que l'hôpital marche sur les heures supplémentaires... Sans rire ! C'est pour ça qu'il faut embaucher ! Pas nous faire travailler encore plus !

Pour lire le reste de nos publications → rendez-vous sur <https://www.convergencesrevolutionnaires.org/>

Nos réseaux sociaux → FB, Twitter et Insta : @npaetincelle

Pour prendre contact, signaler une info ou autre → etincellenpa.chsd@gmail.com

